

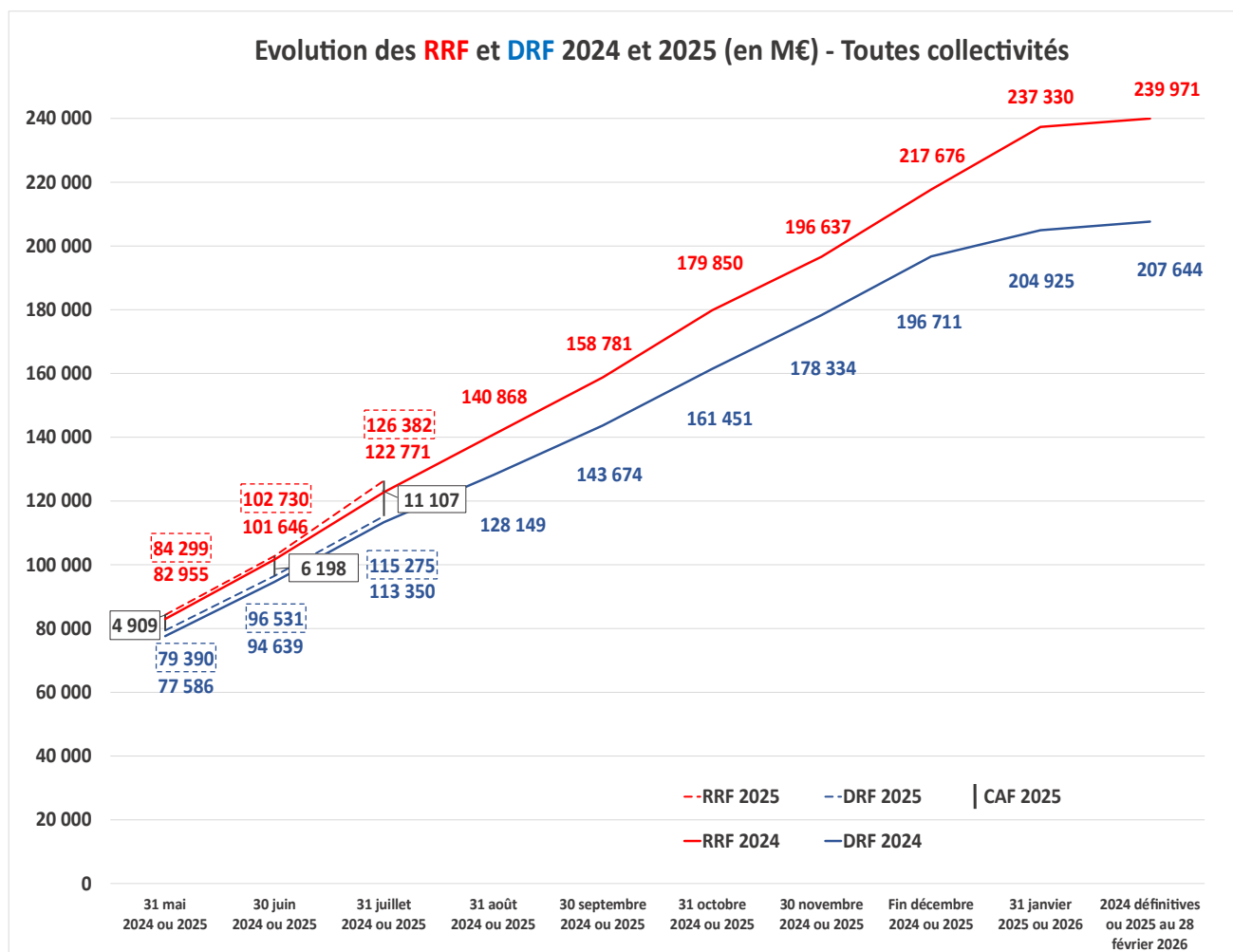
Situation mensuelle comptable des collectivités locales (SMCL)

Situation 2025 au 31 juillet 2025

Troisième Situation au titre de l'année 2025, cette SMCL est, comme toute situation précoce en cours d'année, fortement marquée par des rythmes d'enregistrements en comptabilité qui peuvent varier d'une année sur l'autre et en fonction des pratiques locales. Les résultats présentés doivent donc être interprétés avec une prudence particulière.

Recettes

Les recettes réelles de fonctionnement (RRF) de l'ensemble des collectivités locales sont **en hausse** au 31 juillet 2025 sur un an (+2,9%, soit +3,6 Md€), liée notamment à la hausse des recettes fiscales.



Dépenses

Les **dépenses réelles de fonctionnement (DRF) des collectivités augmentent** (+1,7 %, soit +1,9 Md€), notamment sous l'impulsion des achats et charges externes (+4,1 %, soit +0,8 Md€), des frais de personnel (+2,3 %, soit +1 Md€), ainsi que des frais de séjour (+3,2 %, soit +0,3 Md€) et des aides à la personne (+2,1 %, soit +0,3 Md€) versés par les départements et les collectivités territoriales uniques (CTU) d'outre-mer. Les participations versées par les départements et les régions diminuent (-17,8 %, soit -0,6 Md€).

Les **dépenses d'investissement** augmentent pour le bloc communal (+5,1%) mais diminuent pour les départements (-6,7%) et les régions (-8,5%).

Dépenses réelles d'investissement (DRI) en M€	Exécution 2023 au 31 juillet 2023	Exécution 2024 au 31 juillet 2024	Exécution 2025 au 31 juillet 2025	Evolution sur la période 2023-2025	Évolution 2024/2023	Evolution 2025/2024
Communes	16 005	17 489	18 317		9,3%	4,7%
GFP	6 316	7 333	7 763		16,1%	5,9%
Départements	6 810	7 107	6 632		4,4%	-6,7%
Régions	7 150	8 903	8 148		24,5%	-8,5%
Total	36 279	40 831	40 859		12,5%	0,1%

La progression des **dépenses totales** (DRF et DRI hors remboursement d'emprunt) de l'ensemble des collectivités s'élève à +1,1% au 31 juillet 2025 par rapport au 31 juillet 2024.

Dépenses totales en M€	Exécution 2023 au 31 juillet 2023	Exécution 2024 au 31 juillet 2024	Exécution 2025 au 31 juillet 2025	Evolution sur la période 2023-2025	Évolution 2024/2023	Evolution 2025/2024
Communes	55 630	60 411	62 154		8,6%	2,9%
GFP	18 920	21 003	22 060		11,0%	5,0%
Départements	40 571	43 124	42 911		6,3%	-0,5%
Régions	19 623	21 972	20 973		12,0%	-4,5%
Total	134 745	146 509	148 098		8,7%	1,1%

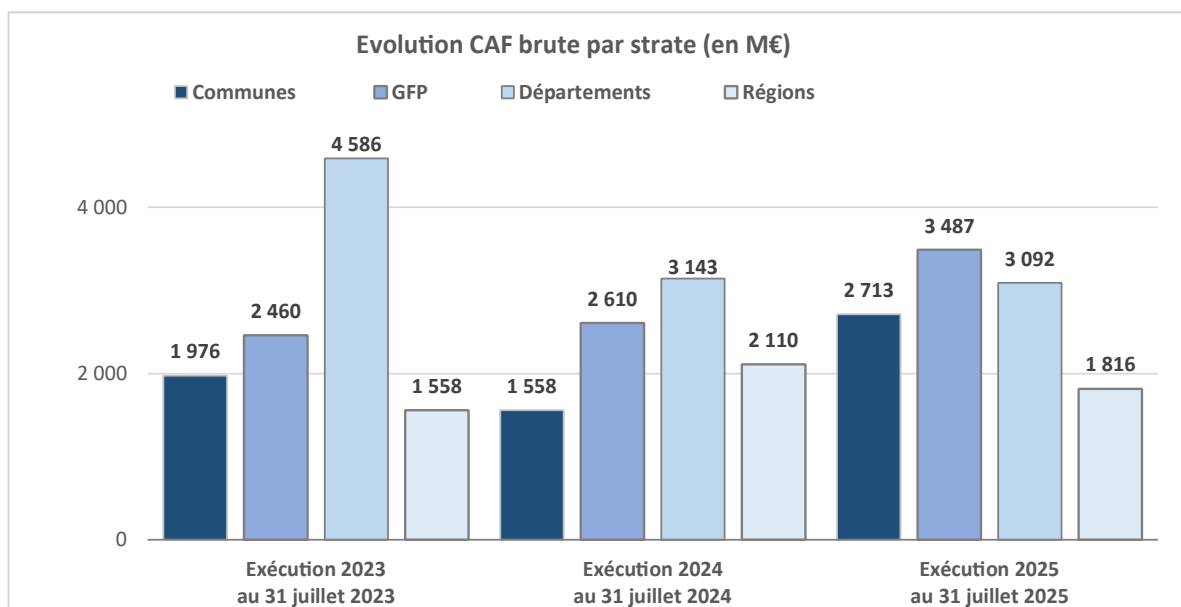
Solde

L'épargne brute (ou capacité d'auto financement – CAF brute) est la différence entre les recettes et les charges de fonctionnement d'une collectivité. Cette épargne brute **permet d'identifier la part de ressources restant disponible pour investir**, après paiement des charges récurrentes.

L'épargne brute globale des collectivités locales s'élève à 11,1 Md€ au 31 juillet 2025, en augmentation par rapport à celle constatée au 31 juillet 2024 (9,4 Md€ soit +17,9%) et au 31 juillet 2023 (10,6 Md€).

L'épargne brute augmente pour les communes et les GFP et diminue pour les départements (avec pour certains départements, une régularisation des pratiques de titrage des DMTO) et les régions par rapport à 2024.

Epargne brute (CAF brute) en M€	Exécution 2023 au 31 juillet 2023	Exécution 2024 au 31 juillet 2024	Exécution 2025 au 31 juillet 2025	Evolution sur la période 2023-2025	Évolution 2024/2023	Evolution 2025/2024
Communes	1 976	1 558	2 713		-21,2%	74,1%
GFP	2 460	2 610	3 487		6,1%	33,6%
Départements	4 586	3 143	3 092		-31,5%	-1,6%
Régions	1 558	2 110	1 816		35,4%	-14,0%
Total	10 580	9 421	11 107		-11,0%	17,9%

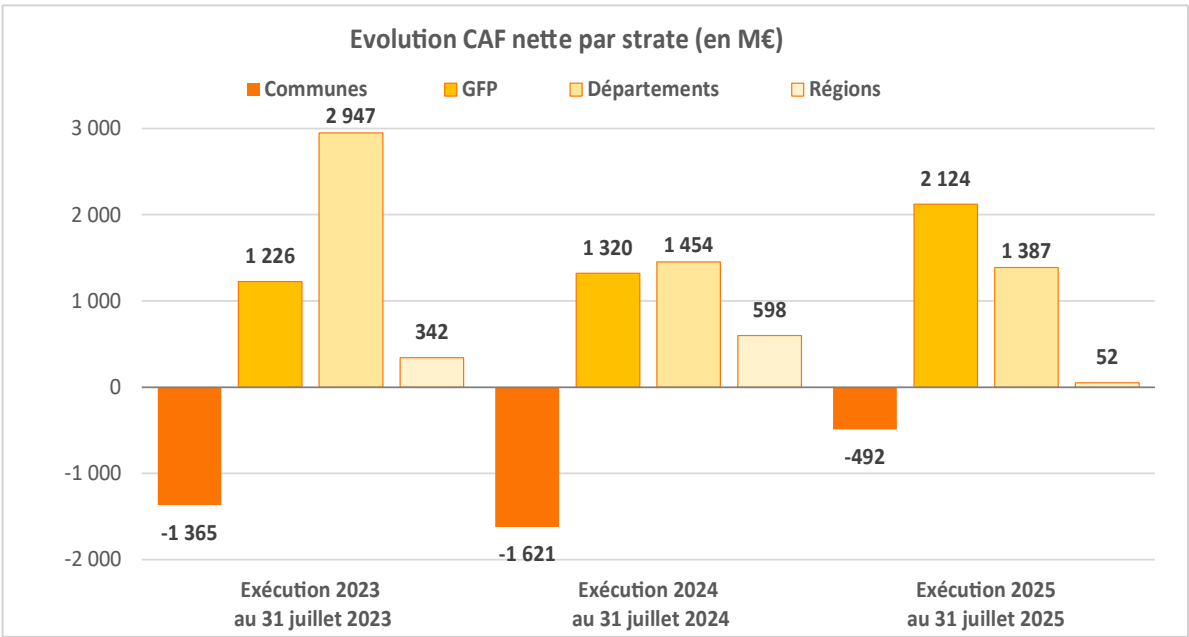


L'épargne nette (ou CAF nette) est l'épargne brute après déduction des remboursements de dettes.

L'épargne nette 2025 de l'ensemble des collectivités locales est positive (3,1Md€) au 31 juillet 2025. Elle est supérieure à celle constatée au 31 juillet 2024 (1,7 Md€) et en légère baisse par rapport à son niveau 2023.

Sur un an, elle suit la même tendance que l'épargne brute : elle augmente pour les communes et les GFP et diminue pour les départements et les régions.

Epargne nette (CAF nette) en M€	Exécution 2023 au 31 juillet 2023	Exécution 2024 au 31 juillet 2024	Exécution 2025 au 31 juillet 2025	Evolution sur la période 2023-2025	Évolution 2024/2023	Evolution 2025/2024
Communes	-1 365	-1 621	-492		-18,8%	69,7%
GFP	1 226	1 320	2 124		7,7%	60,9%
Départements	2 947	1 454	1 387		-50,7%	-4,6%
Régions	342	598	52		74,5%	-91,4%
Total	3 149	1 750	3 071		-44,4%	75,5%

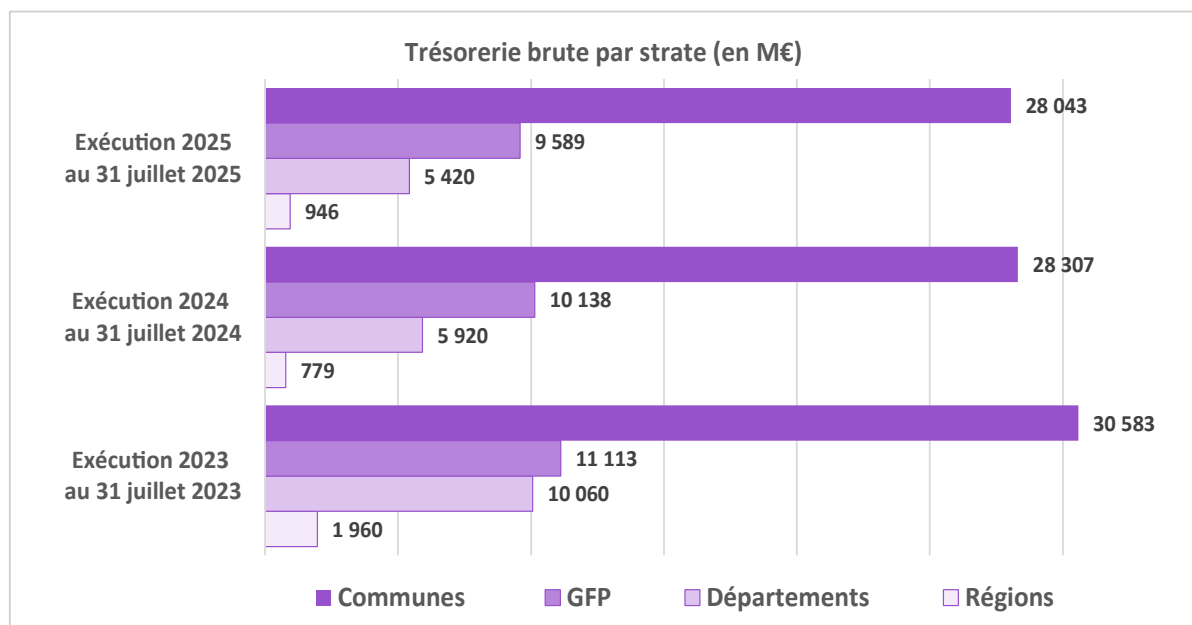


Trésorerie

La **trésorerie** correspond au montant des fonds déposés sur le compte au Trésor (compte 515).

La trésorerie des collectivités locales s'élève à 44 Md€ à fin juillet 2025. Elle diminue à date par rapport à 2024 (45,1 Md€) et 2023 (53,7 Md€).

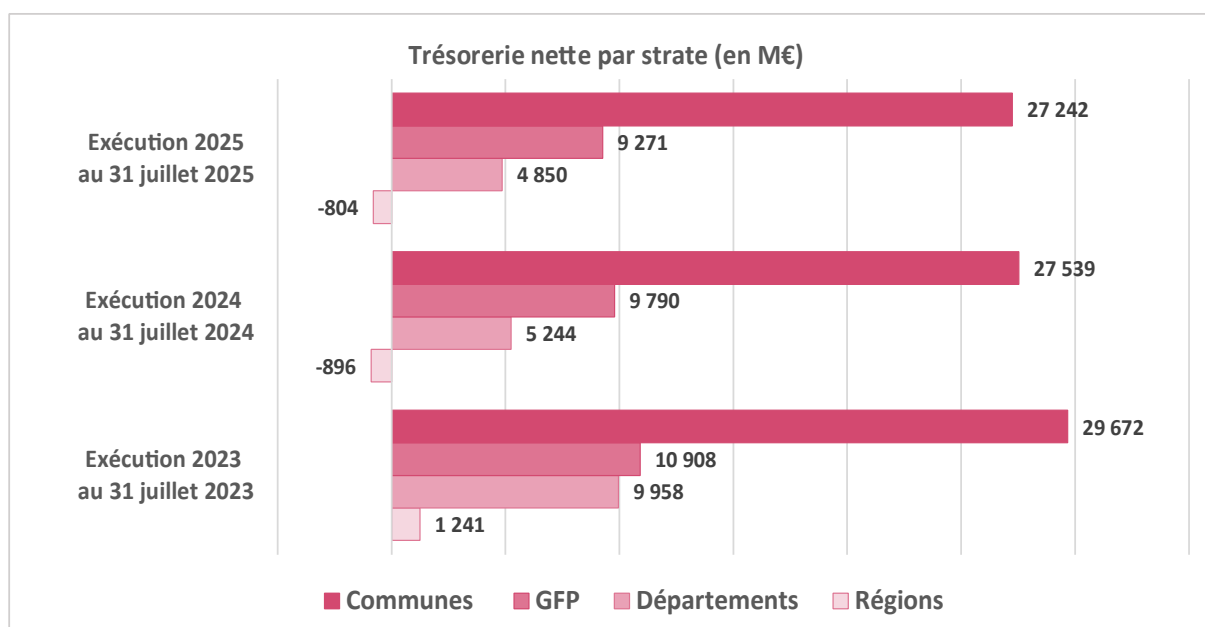
Trésorerie brute en M€	Exécution 2023 au 31 juillet 2023	Exécution 2024 au 31 juillet 2024	Exécution 2025 au 31 juillet 2025	Evolution sur la période 2023-2025	Évolution 2024/2023	Evolution 2025/2024
Communes	30 583	28 307	28 043		-7,4%	-0,9%
GFP	11 113	10 138	9 589		-8,8%	-5,4%
Départements	10 060	5 920	5 420		-41,1%	-8,5%
Régions	1 960	779	946		-60,3%	21,5%
Total	53 717	45 144	43 999		-16,0%	-2,5%



La **trésorerie nette** correspond au montant des fonds déposés sur le compte au Trésor (compte 515), déduction faite des concours financiers à court terme (lignes de crédit de trésorerie, essentiellement).

La trésorerie nette des collectivités locales s'élève à 40,6 Md€ au 31 juillet 2025, soit un niveau inférieur à celui de fin juillet 2024 (41,7Md€) et fin juillet 2023 (51,8 Md€).

Trésorerie nette en M€	Exécution 2023 au 31 juillet 2023	Exécution 2024 au 31 juillet 2024	Exécution 2025 au 31 juillet 2025	Evolution sur la période 2023-2025	Évolution 2024/2023	Evolution 2025/2024
Communes	29 672	27 539	27 242		-7,2%	-1,1%
GFP	10 908	9 790	9 271		-10,3%	-5,3%
Départements	9 958	5 244	4 850		-47,3%	-7,5%
Régions	1 241	-896	-804		-172,2%	10,3%
Total	51 779	41 677	40 560		-19,5%	-2,7%



Remarque méthodologique

La Direction générale des Finances publiques (DGFIP), en tant que teneur de compte du secteur public local, centralise mensuellement les balances comptables de l'ensemble des collectivités dont la comptabilité est tenue par un comptable de la DGFIP. Le champ retenu est celui des budgets principaux des communes, des groupements à fiscalité propre, des départements et des régions. Le suivi infra-annuel permet de comparer les recettes et les dépenses comptabilisées sur les exercices à une date donnée.

Cette évolution infra-annuelle doit être appréhendée avec précaution car elle est impactée, d'une part, par le rythme d'encaissement par les collectivités de leurs recettes (y compris versements de l'État, notamment la dotation globale de fonctionnement (DGF)) et, d'autre part, par le rythme d'inscription en comptabilité de ces versements. Ces pratiques des collectivités peuvent varier d'une année sur l'autre, de même que la date de certains versements importants.